

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 2675 (93 — 2144)

[C — 27479]

22 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het aandeel van het Waalse Gewest in het kapitaal van de door de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Maatschappij voor de Huisvesting) erkende publiekrechtelijke bouwmaatschappijen. — Erratum

De Franse versie van artikel 1 van voornoemd besluit, bekendgemaakt op bl. 20352 van het *Belgisch Staatsblad* van 14 september 1993, dient gelezen te worden als volgt :

« Article 1er. Dans les limites des crédits inscrits ... »

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2676 (92 — 1919)

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production, de la transformation et de l'utilisation du trichloroéthylène, du perchloroéthylène et du trichlorobenzène — Errata

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version française :

page 16455 :

— Deuxième vu : il y a lieu de lire « relative aux institutions bruxelloises » au lieu de « relative aux institutions bruxelloise ».

page 16456 :

— Troisième considérant : il y a lieu de lire « dans les eaux de surface ordinaires » au lieu de « dans les eaux de surfaces ordinaires ».

— Troisième considérant : il y a lieu de lire « il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE; » au lieu de « il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE; ».

— Article 1er : il y a lieu de lire « une matière visée à l'article 107quater de la Constitution » au lieu de « une matière visée à l'article 107jauter de la Constitution ».

— Article 2 : il y a lieu de lire « au sens des présents chapitres » au lieu de « au sens du présent chapitre ».

— Article 2 : il y a lieu de lire « 3. « TCB » : trichlorobenzène » au lieu de « 3. « TCB » : trochlorobenzène ».

CHAPITRE 1er. — Dispositions spécifiques relatives au TRI

— Article 3 : il y a lieu de lire « applicables aux déversements des eaux usées » au lieu de « applicables au déversement des eaux usées ».

— Article 4 : il y a lieu de lire « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » au lieu de « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : ».

— Article 4, § 1er, 1^o, a : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER » au lieu de « ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER ».

— Article 4, § 1er, 1^o, b : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 4 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER » au lieu de « Ne peut dépasser 4 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER ».

— Article 4, § 1er, 1^o, d : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 2 milligrammes par litre » au lieu de « ne peut dépasser 2 milligramme par litre ».

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2676 (92 — 1919)

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de produktie, de omzetting en het gebruik van trichloorethyleen, perchloorethyleen en de trichlorobenzeen in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Franse tekst :

bladzijde 16455 :

— Ten tweede gelet : dient « relative aux institutions bruxelloises » in plaats van « relative aux institutions bruxelloise » te worden gelezen.

bladzijde 16456 :

— ten derde overwegende : dient « dans les eaux de surface ordinaires » in plaats van « dans les eaux de surfaces ordinaires » te worden gelezen.

— ten derde overwegende : dient « il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE; » in plaats van « il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE; » te worden gelezen.

— Artikel 1 : dient « une matière visée à l'article 107quater de la Constitution » in plaats van « une matière visée à l'article 107jauter de la Constitution » te worden gelezen.

— Artikel 2 : dient « au sens des présents chapitres » in plaats van « au sens du présent chapitre » te worden gelezen.

— Artikel 2 : dient « 3. « TCB » : trichlorobenzène » in plaats van « 3. « TCB » : trochlorobenzène » te worden gelezen.

HOOFDSTUK I. — Bijzondere bepalingen inzake TRI

— Artikel 3 : dient « applicables aux déversements des eaux usées » in plaats van « applicables au déversement des eaux usées » te worden gelezen.

— Artikel 4 : dient « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » in plaats van « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 1^o, a : dient « ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER » in plaats van « ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 1^o, b : dient « ne peut dépasser 4 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER » in plaats van « Ne peut dépasser 4 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 1^o, d : dient « ne peut dépasser 2 milligrammes par litre » in plaats van « ne peut dépasser 2 milligramme par litre » te worden gelezen.

page 16457 :

— Article 4, § 1er, 1er alinéa après le point 2^o, *d* : il y a lieu de lire « déshydrochloration du tétrachloroéthane » au lieu de « deshydrochloration du tétrachloroéthane ».

— Article 7, § 1er : il y a lieu de lire : « La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les effluents et de 0.1 µg/l pour les eaux » au lieu de « La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les eaux ».

CHAPITRE II. — Dispositions spécifiques relatives au PER

— Article 8 : il y a lieu de lire « sont applicables aux déversements des eaux usées provenant du secteur de la production et/ou de l'utilisation de PER » au lieu de « sont applicable au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production et de l'utilisation de PER ».

— Article 9, 1er alinéa : il y a lieu de lire « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » au lieu de « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général ».

page 16458 :

— Article 9, § 1er, 2^o, *d* : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 0.5 milligramme par litre » au lieu de « ne peut dépasser 0.5 milligrammes par litre ».

— Article 9, § 2, 2^o, *d* : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 1.25 milligramme par litre » au lieu de « ne peut dépasser 1.25 milligrammes par litre ».

— Article 9, § 3, *a* : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 0.2 milligramme par litre » au lieu de « ne peut dépasser 0.2 milligrammes par litre ».

— Article 9, § 3, *b* : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 0.1 milligramme par litre » au lieu de « ne peut dépasser 0.1 milligrammes par litre ».

— Article 11 : il y a lieu de lire « dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation » au lieu de « dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation ».

— Article 12 : il y a lieu de lire « La capacité de production ou de transformation » au lieu de « La capacité des production ou de transformation ».

page 16459 :

CHAPITRE III. — Dispositions spécifiques relatives au TCB

— Article 16, 1er alinéa : il y a lieu de lire « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » au lieu de « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général ».

— Article 16, § 1er, 1^o, *b* : il y a lieu de lire « la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » au lieu de « la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés ».

— Article 16, § 1er, 1^o, *d* : il y a lieu de lire « la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 2.5 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » au lieu de « la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2.5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés ».

— Article 16, § 1er, 2^o, *b* : il y a lieu de lire « la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » au lieu de « la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés ».

— Article 16, § 1er, 2^o, *d* : il y a lieu de lire « la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » au lieu de « la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés ».

— Article 16, § 2, 1^o, *c* : il y a lieu de lire « capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène » au lieu de « capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés ».

— Article 16, § 2, 1^o, *d* : il y a lieu de lire « mono et dichlorobenzène produits ou transformés » au lieu de « mono et dichlorobenzène produit ou transformés ».

bladzijde 16457 :

— Artikel 4, § 1, 1e alinea na 2^o, *d* : dient « deshydrochloration du tétrachloroéthane » in plaats van « deshydrochloration du tétrachloroéthane » te worden gelezen.

— Artikel 7, § 1 : dient « La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les effluents et de 0.1 µg/l pour les eaux » in plaats van « La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les eaux » te worden gelezen.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen inzake PER

— Artikel 8 : dient « sont applicables aux déversements des eaux usées provenant du secteur de la production et/ou de l'utilisation de PER » in plaats van « sont applicable au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production et de l'utilisation de PER » te worden gelezen.

— Artikel 9, 1e alinea : dient « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » in plaats van « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général » te worden gelezen.

bladzijde 16458 :

— Artikel 9, § 1, 2^o, *d* : dient « ne peut dépasser 0.5 milligramme par litre » in plaats van « ne peut dépasser 0.5 milligrammes par litre » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 2, 2^o, *d* : dient « ne peut dépasser 1.25 milligramme par litre » in plaats van « ne peut dépasser 1.25 milligrammes par litre » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 3, *a* : dient « ne peut dépasser 0.2 milligramme par litre » in plaats van « ne peut dépasser 0.2 milligrammes par litre » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 3, *b* : dient « ne peut dépasser 0.1 milligramme par litre » in plaats van « ne peut dépasser 0.1 milligrammes par litre » te worden gelezen.

— Artikel 11 : dient « dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation » in plaats van « dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation » te worden gelezen.

— Artikel 12 : dient « La capacité de production ou de transformation » in plaats van « La capacité des production ou de transformation » te worden gelezen.

bladzijde 16459 :

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen inzake TCB

— Artikel 16, 1e alinea : dient « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » in plaats van « prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 1^o, *b* : dient « la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » in plaats van « la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 1^o, *d* : dient « la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 2.5 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » in plaats van « la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2.5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 2^o, *b* : dient « la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » in plaats van « la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 2^o, *d* : dient « la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de TCB produit ou transformé » in plaats van « la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 1^o, *c* : dient « capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène » in plaats van « capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 1^o, *d* : dient « mono et dichlorobenzène produits ou transformés » in plaats van « mono et dichlorobenzène produit ou transformés » te worden gelezen.

— Article 16, § 2 : il y a lieu de lire « 2^o A partir du 1^{er} janvier 1995 » au lieu de « 1^o A partir du 1^{er} janvier 1995 ».

— Article 16, § 2, 2^o, a : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 1 gramme » au lieu de « ne peut dépasser 1 grammes ».

page 16460 :

— Article 16, § 2, 2^o, c : il y a lieu de lire « ne peut dépasser 0.5 gramme par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène » au lieu de « ne peut dépasser 0.5 grammes par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés ».

— Article 16, § 2, 2^o, d : il y a lieu de lire « par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzène produits ou transformés » au lieu de « par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzènes ».

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version néerlandaise :

page 16455 :

— Deuxième vu : il y a lieu de lire « met betrekking tot de Brusselse instellingen; » au lieu de « met betrekking tot de Brusselse instelling ».

page 16456 :

— Cinquième vu : il y a lieu de lire « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » au lieu de « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ».

— Article 2 : il y a lieu de lire « In deze hoofdstukken » au lieu de « In dit hoofdstuk ».

CHAPITRE Ier

Dispositions spécifiques relatives au TRI

— Article 4 : il y a lieu de lire « voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, vervolgens « algemeen reglement » genoemd, » au lieu de « voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater ».

— Article 4, § 1, 1^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte ».

— Article 4, § 1, 1^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TRI-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TRI-gehalte ».

— Article 4, § 1, 2^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte ».

page 16457 :

— Article 4, § 1, 2^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TRI-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TRI-gehalte ».

— Article 4, § 2, a : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte ».

— Article 7, § 2 : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen ».

CHAPITRE II

Dispositions spécifiques relatives au PER

— Article 8 : il y a lieu de lire « van de sector die PER produceert en/of gebruikt » au lieu de « van de sector die PER produceert of gebruikt ».

— Article 9 : il y a lieu de lire « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » au lieu de « in de gewone oppervlaktewateren ».

— Article 9, § 1er, 1^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 1er, 1^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte ».

— Artikel 16, § 2 : dient « 2^o A partir du 1^{er} janvier 1995 » in plaats van « 1^o A partir du 1^{er} janvier 1995 » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 2^o, a : dient « ne peut dépasser 1 gramme » in plaats van « ne peut dépasser 1 grammes » te worden gelezen.

bladzijde 16460 :

— Artikel 16, § 2, 2^o, c : dient « ne peut dépasser 0.5 gramme par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène » in plaats van « ne peut dépasser 0.5 grammes par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 2^o, d : dient « par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzène produits ou transformés » in plaats van « par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzènes » te worden gelezen.

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Nederlandse tekst :

bladzijde 16455 :

— Tweede gelet : dient « met betrekking tot de Brusselse instellingen; » in plaats van « met betrekking tot de Brusselse instelling » te worden gelezen.

bladzijde 16456 :

— Vijfde gelet : dient « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » in plaats van « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 » te worden gelezen.

— Artikel 2 : dient « In deze hoofdstukken » in plaats van « In dit hoofdstuk » te worden gelezen.

HOOFDSTUK I

Bijzondere bepalingen inzake TRI

— Artikel 4 : dient « voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, vervolgens « algemeen reglement » genoemd, » in plaats van « voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 1^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 1^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TRI-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TRI-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 1, 2^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte » te worden gelezen.

bladzijde 16457 :

— Artikel 4, § 1, 2^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TRI-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TRI-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 4, § 2, a : dient « het dagelijkse gemiddelde TRI-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 7, § 2 : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen » te worden gelezen.

HOOFDSTUK II

Bijzondere bepalingen inzake PER

— Artikel 8 : dient « van de sector die PER produceert en/of gebruikt » in plaats van « van de sector die PER produceert of gebruikt » te worden gelezen.

— Artikel 9 : dient « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » in plaats van « in de gewone oppervlaktewateren » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 1, 1^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 1, 1^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

page 16458 :

— Article 9, § 1er, 2^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 1er, 2^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 2, 1^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 2, 1^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 2, 2^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 2, 2^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 3, a : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 9, § 3, b : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte ».

— Article 10 : il y a lieu de lire « programma's op ter voorkoming of wegneming » au lieu de « programma's op ter voorkoming of wegneeming ».

— Article 11 : il y a lieu de lire « Indien gebruik wordt gemaakt » au lieu de « In geval dat gebruik wordt gemaakt ».

page 16459 :

— Article 13, 2e alinea : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen ».

CHAPITRE III. — Dispositions spécifiques relatives au TCB

— Article 16 : il y a lieu de lire « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » au lieu de « in de gewone oppervlaktewateren ».

— Article 16, § 1er, 1^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 1er, 1^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 1er, 2^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 1er, 2^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 2, 1^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 2, 1^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 2 : il y a lieu de lire « 2^o Vanaf 1 januari 1995 » au lieu de « 1^o Vanaf 1 januari 1995 ».

— Article 16, § 2, 2^o, b : il y a lieu de lire « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte ».

page 16460 :

— Article 16, § 2, 2^o, c : il y a lieu de lire « totale produktie- of omzettingcapaciteit » au lieu de « totale produkte- of omzettingcapaciteit ».

— Article 16, § 2, 2^o, d : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte ».

— Article 16, § 2, 2^o, après l'alinéa d : il y a lieu de lire « zijn de op die datum » au lieu de « zijn de op de datum ».

— Article 18 : il y a lieu de lire « aan de verlening of herziening van de vergunning, gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit mag niet sterk af, » au lieu de « aan de verlening of herziening van de vergun-

bladzijde 16458 :

— Artikel 9, § 1, 2^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 1, 2^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 2, 1^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 2, 1^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 2, 2^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 2, 2^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 3, a : dient « het dagelijkse gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 9, § 3, b : dient « het maandelijks gemiddelde PER-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld PER-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 10 : dient « programma's op ter voorkoming of wegneming » in plaats van « programma's op ter voorkoming of wegneeming » te worden gelezen.

— Artikel 11 : dient « Indien gebruik wordt gemaakt » in plaats van « In geval dat gebruik wordt gemaakt » te worden gelezen.

bladzijde 16459 :

— Artikel 13, 2e alinea : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen » te worden gelezen.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere bepalingen inzake TCB

— Artikel 16 : dient « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » in plaats van « in de gewone oppervlaktewateren » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 1^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 1^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 2^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 1, 2^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 1^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 1^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2 : dient « 2^o Vanaf 1 januari 1995 » in plaats van « 1^o Vanaf 1 januari 1995 » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 2^o, b : dient « het dagelijkse gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

bladzijde 16460 :

— Artikel 16, § 2, 2^o, c : dient « totale produktie- of omzettingcapaciteit » in plaats van « totale produkte- of omzettingcapaciteit » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 2^o, d : dient « het maandelijks gemiddelde TCB-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld TCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 16, § 2, 2^o, na alinea d : dient « zijn de op die datum » in plaats van « zijn de op de datum » te worden gelezen.

— Artikel 18 : dient « aan de verlening of herziening van de vergunning, gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit mag niet sterk af, » in plaats van « aan de verlening of herziening van de vergun-

vergunning, gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit dient niet sterk af te ».

— Article 19, § 3 : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen ».

ning, gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit dient niet sterk af te » te worden gelezen.

— Artikel 19, § 3 : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen » te worden gelezen.

F. 93 — 2677 (92 — 1920)

[C — 31367]

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production de l'aldrine, de la dieldrine, de l'endrine et de l'isodrine. — Errata

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version française :

page 16460 :

— Quatrième vu : il y a lieu de lire « déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires » au lieu de « déversement des eaux usées dans les surface ordinaires ».

— Quatrième vu : il y a lieu de lire « modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985 » au lieu de « modifié par l'arrêté royale du 12 juillet 1985 ».

— Premier considérant : il y a lieu de lire « directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifiée par la directive 88/347/CEE du 16 juin 1988 » au lieu de « directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifié par la directive du 16 juin 1988 ».

page 16461 :

— Premier considérant : il y a lieu de lire « certaines substances dangereuses » au lieu de « certaines substances dangereuses ».

— Deuxième considérant : il y a lieu de lire « dans les eaux de surface ordinaires » au lieu de « dans les eaux de surfaces ordinaires ».

— Deuxième considérant : il y a lieu de lire « par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » au lieu de « par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE ».

— Article 2, quatrième alinéa : il y a lieu de lire « Par dieldrine, il faut » au lieu de « Par dieldrin, il faut ».

— Article 2, cinquième alinéa : il y a lieu de lire « Par endrine, il faut » au lieu de « Par endrin, il faut ».

— Article 3, premier alinéa : il y a lieu de lire « arrêté royal du 3 août 1976 » au lieu de « arrêté royal du 3 augustus 1976 ».

— Article 4 : il y a lieu de lire « Le contrôle concernant l'interdiction de rejet dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production ou de l'emploi d'aldrine, de dieldrine, d'endrine et d'isodrine doit être effectué conformément aux articles 32 et 33 de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général » au lieu de « Afin de vérifier le prescrit de l'article 3 du présent arrêté, le Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses compétences institue une procédure de contrôle. Cette procédure doit prévoir le prélèvement et l'analyse d'échantillons ».

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version néerlandaise,

page 16460 :

— 1er Considérant : il y a lieu de lire « 12 juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn 88/347/EEG van 16 juni 1988 » au lieu de « 1e juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn van 16 juni 1988 ».

page 16461 :

— 1er Considérant : il y a lieu de lire « op te nemen teneinde » au lieu de « op te nemen ten einde ».

— 6e vu : il y a lieu de lire « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » au lieu de « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ».

— Après le 3e considérant : il y a lieu de lire « Op de voordracht van de Minister » au lieu de « Op de voordracht van Onze Minister ».

N. 93 — 2677 (92 — 1920)

[C — 31367]

21 MEI 1992 — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de productie van aldrin, dieldrin, endrin en isodrin in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Franse tekst :

bladzijde 16460 :

— Ten vierde gelet : dient « déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires » in plaats van « déversement des eaux usées dans les surface ordinaires » te worden gelezen.

— Ten vierde gelet : dient « modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985 » in plaats van « modifié par l'arrêté royale du 12 juillet 1985 » te worden gelezen.

— Ten eerste overwegende : dient « directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifiée par la directive 88/347/CEE du 16 juin 1988 » in plaats van « directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifié par la directive du 16 juin 1988 » te worden gelezen.

bladzijde 16461 :

— Ten eerste overwegende : dient « certaines substances dangereuses » in plaats van « certaines substances dangereuses » te worden gelezen.

— Ten tweede overwegende : dient « dans les eaux de surface ordinaires » in plaats van « dans les eaux de surfaces ordinaires » te worden gelezen.

— Ten tweede overwegende : dient « par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » in plaats van « par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » te worden gelezen.

— Artikel 2, vierde alinea : dient « Par dieldrine, il faut » in plaats van « Par dieldrin, il faut » te worden gelezen.

— Artikel 2, vijfde alinea : dient « Par endrine, il faut » in plaats van « Par endrin, il faut » te worden gelezen.

— Artikel 3, eerste alinea : dient « arrêté royal du 3 août 1976 » in plaats van « arrêté royal du 3 augustus 1976 » te worden gelezen.

— Artikel 4 : dient « Le contrôle concernant l'interdiction de rejet dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production ou de l'emploi d'aldrine, de dieldrine, d'endrine et d'isodrine doit être effectué conformément aux articles 32 et 33 de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général » in plaats van « Afin de vérifier le prescrit de l'article 3 du présent arrêté, le Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses compétences institue une procédure de contrôle. Cette procédure doit prévoir le prélèvement et l'analyse d'échantillons » te worden gelezen.

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Nederlandse tekst,

bladzijde 16460 :

— Ten 1e overwegende : dient « 12 juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn 88/347/EEG van 16 juni 1988 » in plaats van « 1e juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn van 16 juni 1988 » te worden gelezen.

bladzijde 16461 :

— Ten 1e overwegende : dient « op te nemen teneinde » in plaats van « op te nemen ten einde » te worden gelezen.

— Ten 6 gelet : dient « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » in plaats van « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 » te worden gelezen.

— Na 3e overwegende : dient « Op de voordracht van de Minister » in plaats van « Op de voordracht van Onze Minister » te worden gelezen.

2. a) voor het afleveren van een uittreksel van het besluit genomen door de Executieve inzake bezoldigd vervoer van personen :	200 F
b) voor het afleveren van een duplicaat van het besluit bedoeld in het vorige punt :	200 F
c) voor het verstrekken van een taxi-identificatieplaatje :	750 F
d) voor het vertrekken van een plaatje — « RESERVE » :	400 F
— « RV » (vervanging) :	250 F
e) voor het verstrekken van een nieuw plaatje ingevolge beschadiging, verlies of diefstal van het oorspronkelijk plaatje : — titularis :	1 500 F
— Reserve of RV :	800 F
f) voor het verstrekken van de brochure betreffende de Agglomeratieverordening inzake taxidiensten :	100 F
3. a) Dossierkosten inzake overdracht van vergunning ingediend op basis van artikel 7, § 2, 1 ^o en 2 ^o , 1 ^e gedachtenstreep, van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten :	3 000 F
b) Dossierkosten inzake overdracht van vergunning ingediend op basis van artikel 7, § 2, 2 ^o , 2 ^e en 3 ^e gedachtenstreep, en § 3, van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten :	10 000 F

Art. 4. De retributie wordt geheven bij de inschrijving op examens of de inschrijving voor de deelname aan de cursus van het « opleidingscentrum », op het ogenblik van het verstrekken van administratieve documenten of agglomeratieplaatjes, en op het ogenblik dat de overdrachtdossiers worden ingediend.

Kondigen deze verordening af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 1990.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

2. a) délivrance d'un extrait de l'arrêté pris par l'Exécutif en matière de transport rémunéré de personnes :	200 F
b) délivrance d'un duplicata de l'arrêté visé au point précédent :	200 F
c) délivrance d'une plaquette d'identification de taxi :	750 F
d) délivrance d'une plaquette — « RESERVE » :	400 F
— « RV » (remplacement) :	250 F
e) délivrance d'une nouvelle plaquette suite à la destruction, la perte ou le vol de la première plaquette : — titulaire :	1 500 F
— Réserve ou RV :	800 F
f) délivrance de la brochure contenant le règlement d'Agglomération en matière de services de taxi :	100 F
3. a) Droit d'ouverture d'un dossier de cession d'autorisation introduit sur base de l'article 7, § 2, 1 ^o et 2 ^o , 1 ^{er} tiret, de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis :	3 000 F
b) Droit d'ouverture d'un dossier de cession d'autorisation introduit sur base de l'article 7, § 2, 2 ^o , 2 ^e et 3 ^e tirets, et § 3, de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis :	10 000 F

Art. 4. La redevance est perçue au moment de l'inscription aux examens ou aux cours du « centre de formation », au moment de la délivrance des documents administratifs ou des plaquettes d'agglomération et au moment de l'introduction des dossiers de cession.

Promulguons le présent règlement, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 1990.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

N. 92 — 1919

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de produktie, de omzetting en het gebruik van trichloorethyleen, perchloorethyleen en de trichlorobenzeen in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instelling;

F. 92 — 1919

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux provenant de la production, de la transformation et de l'utilisation du trichloroéthylène, du perchloroéthylène et du trichlorobenzène

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloise;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging;

Overwegende het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985.

Overwegende dat de richtlijn 86/280/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 juli 1986, gewijzigd bij de richtlijn 88/347/EEG en bij de richtlijn 90/415/EEG van 27 juli 1990 betreffende de grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van bepaalde onder lijst I van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG vallende gevaarlijke stoffen, verplichtingen oplegt aan de Lid-Staten en dat het nodig is bepalingen in het Brussels gewestelijk recht op te nemen ten einde deze verplichtingen na te komen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 februari 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de productie van de chloorkoolwaterstoffen de richtlijn 86/280/EEG heeft omgezet en dat het besluit bijgevolg moet worden aangevuld met de bepalingen beoogd in de richtlijn 90/415/EEG;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende het voorstel van ordonnantie van 3 december 1990 betreffende de toepassing van de Europese richtlijnen op het vlak van het leefmilieu en het waterbeleid binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de wens die aldus door de politieke meerderheid van de Gewestraad wordt uitgedrukt om enerzijds « de grote achterstand op het vlak van de Europese milieuwetgeving in te halen en anderzijds de procedure zo eenvoudig mogelijk te houden zodat de richtlijnen op een eenvoudige manier kunnen omgezet worden ».

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. In dit hoofdstuk verstaat men onder :

1. « TRI » : trichloorethyleen;
2. « PER » : perchloorethyleen;
3. « TCB » : trichlorobenzeen.

HOOFDSTUK I

Bijzondere bepalingen inzake TRI

Art. 3. De in dit hoofdstuk vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die TRI produceert, omzet of gebruikt.

Art. 4. Aan de algemene voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

§ 1. Uitsluitend voor de productie van TRI en van PER :

1^o Vanaf 1 januari 1993 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TRI mag niet hoger liggen dan 20 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI en PER;

b) het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 4 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TRI mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER.

2^o Vanaf 1 januari 1995 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TRI mag niet hoger liggen dan 5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI en PER;

b) het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Considérant l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifiés par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifiée par la directive 88/347/CEE et par la directive 90/415/CEE du 27 juillet 1990 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit bruxellois des dispositions qui y répondent;

Considérant que l'arrêté royal du 22 février 1988 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surfaces ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés a transposé la directive 86/280/CEE et que par conséquent il doit être complète par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant l'ordonnance du 5 septembre 1991 relative à l'application des directives européennes en matière d'environnement et de la politique de l'eau dans la Région de Bruxelles-Capitale et le souhait manifesté ainsi par la majorité des groupes politiques du Conseil régional de combler le retard important sur le plan de la législation européenne en matière d'environnement et de maintenir la procédure aussi simple que possible pour pouvoir transposer les directives.

Sur proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent chapitre on entend par :

1. « TRI » : trichloroéthylène;
2. « PER » : perchloroéthylène;
3. « TCB » : trichlorobenzène.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions spécifiques relatives au Tri

Art. 3. Les conditions sectorielles fixées dans le présent chapitre sont applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production, de la transformation ou de l'utilisation du TRI.

Art. 4. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

§ 1^{er}. Pour la production uniquement de TRI et de PER :

1^o A partir du 1^{er} janvier 1993 :

a) la quantité moyenne journalière de TRI rejetée ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

b) la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 4 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de TRI rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER.

2^o A partir du 1^{er} janvier 1995 :

a) la quantité moyenne journalière de TRI rejetée ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

b) la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TRI mag niet hoger liggen dan 2,5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER.

Voor de bestaande bedrijven die gebruik maken van de dehydrochlorering van tetrachloorethaan is de productiecapaciteit gelijk aan de productiecapaciteit van TRI-PER, waarbij de verhouding van TRI-PER productie op een derde wordt gesteld.

De productie- of omzettingcapaciteit komt overeen met de door de exploitatievergunning toegestane capaciteit of indien deze niet is aangegeven, met de hoogste hoeveelheid die in de vier jaar voorafgaande aan de verlening of herziening van de vergunning gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit dient niet sterk af te wijken van de werkelijke productie.

Indien de lozingen 30 kg/jaar niet overschrijden mag een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld.

§ 2. Voor het gebruik van TRI voor ontvetting van metalen :

Vanaf 1 januari 1993 :

a) het dagelijkse gemiddeld TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,2 milligram per liter;

b) het maandelijks gemiddelde TRI-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,1 milligram per liter.

Deze grenswaarden zijn alleen van toepassing op industriële bedrijven die meer dan 30 kg/jaar lozen.

Art. 5. Wat betreft het gebruik van TRI als oplosmiddel voor chemische reiniging, extractie van vetten of aroma's en ontvetting van metalen, indien de lozingen minder dan 30 kg/jaar bedragen, stelt de Minister specifieke programma's op ter voorkoming of wegneming van de verontreiniging. Zulke kleine lozingen mogen worden vrijgesteld van de eisen van de maatregelen genomen ter uitvoering van artikel 3 van de richtlijn 76/464/EEG. De specifieke programma's treden uiterlijk op 1 januari 1993 in werking en worden terzelfdertijd aan de Commissie meegedeeld.

Art. 6. In geval dat gebruik wordt gemaakt van een procédé met open beluchting van afvalwater dat TRI bevat, moeten de grenswaarden in alle afvalwaterstromen die verontreinigd kunnen zijn, worden nageleefd bovenstrooms van de betreffende installaties, dit geleed op de vluchtigheid van TRI en met het oog op de naleving van de maatregelen genomen inzake de lucht- en bodemverontreiniging.

Art. 7. § 1. De referentiemethode voor de bepalingen van TRI in afvalwater en ander water is gaschromatografie met elektronenvangstdetectie na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingdrempel voor TRI is 10 µg/l voor afvalwater en 0,1 µg/l voor ander water.

§ 2. De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingdrempel.

HOOFDTUK II

Bijzondere bepalingen inzake PER

Art. 8. De in dit hoofdstuk vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die PER produceert of gebruikt.

Art. 9. Aan de algemene voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, voorzien in het algemeen reglement worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

§ 1. Voor de productie van TRI en van PER (TRI-PER-processen) :
1° Vanaf 1 januari 1993 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 20 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

b) het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 4 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER.

2° Vanaf 1 januari 1995 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de TRI rejetée ne peut dépasser 2,5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER.

Pour les établissements existants utilisant la deshydrochloration du tétrachloroéthane, la capacité de production est équivalente à la capacité de production TRI-PER, le rapport de production TRI-PER étant d'un tiers.

La capacité de production ou de transformation correspond à la capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter ou, à défaut, à la quantité annuelle produite ou transformée la plus importante au cours des quatre années écoulées précédant l'octroi ou la révision de l'autorisation. La capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter doit être suffisamment proche de la production effective.

Une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 30 kg/an.

§ 2. Pour l'utilisation de TRI pour le dégraissage des métaux :

A partir du 1er janvier 1993 :

a) la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 0,2 milligramme par litre;

b) la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 milligramme par litre.

Ces valeurs limites ne sont applicables qu'aux établissements industriels dont les rejets annuels dépassent 30 kg/an.

Art. 5. Pour ce qui concerne l'utilisation de TRI comme solvant pour le nettoyage à sec, pour l'extraction de graisses ou d'arômes, et pour le dégraissage des métaux au cas où les rejets annuels sont inférieurs à 30 kg/an, le Ministre établit des programmes spécifiques en vue d'éviter ou d'éliminer la pollution. Ces rejets de faible importance peuvent être exemptés de l'application des exigences prévues par les dispositions prises en exécution de l'article 3 de la directive 76/464/CEE. Les programmes spécifiques entrent en vigueur au plus tard le 1er janvier 1993 et sont communiqués par la même occasion à la Commission.

Art. 6. Compte tenu de la volatilité du TRI en vue d'assurer le respect des dispositions prises en matière de pollution de l'air et du sol, dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents contenant du TRI utilisé, les valeurs limites devront être respectées, dans l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées, en amont des installations concernées.

Art. 7. § 1er. La méthode de mesure de référence pour la détermination du TRI des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié. La limite de détermination du TRI est de 10 µg/l pour les eaux.

§ 2. L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

CHAPITRE II

Dispositions spécifiques relatives au PER

Art. 8. Les conditions sectorielles fixées dans le présent chapitre sont applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production et de l'utilisation de PER.

Art. 9. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

§ 1^{er}. Pour la production de TRI et de PER (procédés TRI-PER) :

1° A partir du 1er janvier 1993 :

a) la quantité moyenne journalière de PER rejetée ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

b) la teneur moyenne journalière en PER des eaux déversées ne peut dépasser 4 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de PER rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en PER des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER.

2° A partir du 1er janvier 1995 :

a) la quantité moyenne journalière de PER rejetée ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

b) het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 2,5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TRI + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 5 m³/ton productie van TRI + PER.

Indien de lozingen 30 kg/jaar niet overschrijden mag een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld.

§ 2. Voor de productie van tetrachloorkoolstof en van PER (TETRA-PER-processen) :

1^o Vanaf 1 januari 1993 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 20 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TETRA + PER;

b) het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 10 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 2 m³/ton productie van TETRA + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TETRA + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 2 m³/ton productie van TETRA + PER.

2^o Vanaf 1 januari 1995 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TETRA + PER;

b) het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2,5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 2 m³/ton productie van TETRA + PER;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd PER mag niet hoger liggen dan 2,5 gram per ton gecombineerde productiecapaciteit van TETRA + PER;

d) het maandelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1,25 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 2 m³/ton productie van TETRA + PER.

Indien de lozingen 30 kg/jaar niet overschrijden mag een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld.

§ 3. Voor het gebruik van PER bij ontvetting van metalen :

Vanaf 1 januari 1993 :

a) het dagelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,2 milligram per liter;

b) het maandelijkse gemiddeld PER-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,1 milligram per liter.

Deze grenswaarden zijn alleen van toepassing op industriële bedrijven die meer dan 30 kg/jaar lozen.

Art. 10. Wat betreft het gebruik van PER als oplosmiddel voor chemische reiniging, extractie van vetten of aroma's en ontvetting van metalen, indien de lozingen minder dan 30 kg/jaar bedragen, stelt de Minister specifieke programma's op ter voorkoming of wegneming van de verontreiniging. Zulke kleine lozingen mogen worden vrijgesteld van de eisen van de maatregelen genomen ter uitvoering van artikel 3 van de richtlijn 76/464/EEG. De specifieke programma's treden uiterlijk op 1 januari 1993 in werking en worden terzelfdertijd aan de Commissie meegedeeld.

Art. 11. In geval dat gebruik wordt gemaakt van een procédé met open beluchting van afvalwater dat PER bevat, moeten de grenswaarden in alle afvalwaterstromen die verontreinigd kunnen zijn, worden nageleefd bovenstrooms van de betreffende installaties, dit gelet op de vluchtigheid van PER en met het oog op de naleving van de maatregelen genomen inzake de lucht- en bodemverontreiniging.

Art. 12. De productie- of omzettingcapaciteit komt overeen met de door de exploitatievergunning toegestane capaciteit of, indien deze niet is aangegeven, met de hoogste hoeveelheid die in de vier jaar voorafgaande aan de verlening of de herziening van de vergunning gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit dient niet sterk af te wijken van de werkelijke productie.

Art. 13. De referentiemethode voor de bepaling van PER in afvalwater en ander water is gaschromatografie met elektronenvangstdetectie na extractie met een geschikt oplosmiddel.

b) la teneur moyenne journalière en PER des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de PER rejetée ne peut dépasser 2,5 grammes par tonne de capacité de production globale de TRI + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en PER des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 5 m³/tonne de production de TRI + PER.

Une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 30 kg/an.

§ 2. Pour la production du tétrachlorure de carbone et du PER (procédés TETRA-PER) :

1^o A partir du 1er janvier 1993 :

a) la quantité moyenne journalière de PER rejetée ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production globale de TETRA + PER;

b) la teneur moyenne journalière en PER des eaux déversées ne peut dépasser 10 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 2 m³/tonne de production de TETRA + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de PER rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité de production globale de TETRA + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en PER des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 2 m³/tonne de production de TETRA + PER.

2^o A partir du 1er janvier 1995 :

a) la quantité moyenne journalière de PER rejetée ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité de production globale de TETRA + PER;

b) la teneur moyenne journalière en PER des eaux déversées ne peut dépasser 2,5 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 2 m³/tonne de production de TETRA + PER;

c) la quantité moyenne mensuelle de PER rejetée ne peut dépasser 2,5 grammes par tonne de capacité de production globale de TETRA + PER;

d) la teneur moyenne mensuelle en PER des eaux déversées ne peut dépasser 1,25 milligrammes par litre par rapport au volume de référence de 2 m³/tonne de production de TETRA + PER.

Une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 30 kg/an.

§ 3. Pour l'utilisation de PER pour le dégraissage des métaux :

A partir du 1er janvier 1993 :

a) la teneur moyenne journalière en PER des eaux déversées ne peut dépasser 0,2 milligrammes par litre;

b) la teneur moyenne mensuelle en PER des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 milligrammes par litre.

Ces valeurs limites ne sont applicables qu'aux établissements industriels dont les rejets annuels dépassent 30 kg/an.

Art. 10. Pour ce qui concerne l'utilisation de PER comme solvant pour le nettoyage à sec, pour l'extraction de graisses ou d'arômes, et pour le dégraissage des métaux au cas où les rejets annuels sont inférieurs à 30 kg/an, le Ministre établit des programmes spécifiques en vue d'éviter ou d'éliminer la pollution. Ces rejets de faible importance peuvent être exemptés de l'application des exigences prévues par les dispositions prises en exécution de l'article 3 de la directive 76/464/CEE. Les programmes spécifiques entrent en vigueur au plus tard le 1er janvier 1993 et sont communiqués par la même occasion à la Commission.

Art. 11. Compte tenu de la volatilité du PER et en vue d'assurer le respect des dispositions prises en matière de pollution de l'air et du sol, dans le cas où un procédé faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents contenant du PER est utilisé, les valeurs limites devront être respectées dans l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées, en amont des installations concernées.

Art. 12. La capacité des production ou de transformation correspond à la capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter ou, à défaut, à la quantité annuelle produite ou transformée la plus importante au cours des quatre années écoulées précédant l'octroi ou la révision de l'autorisation. La capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter doit être suffisamment proche de la production effective.

Art. 13. La méthode de mesure de référence pour la détermination du PER des effluents et des eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten 50 % in plus of in min bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingsdrempel.

HOOFDSTUK III

Bijzondere bepalingen inzake TCB

Art. 14. De in dit hoofdstuk vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die TCB produceert en/of omzet.

Art. 15. TCB kan voorkomen in de vorm van één van de volgende drie isomeren :

- 1, 2, 3-TCB — CAS 87-61-6;
- 1, 2, 4-TCB — CAS 120-82-1;
- 1, 3, 5-TCB — CAS 180-70-3.

Technische TCB is een mengsel van drie isomeren met voornamelijk 1, 2, 4-TCB en mogelijk ook kleine hoeveelheden di- en tetrachloorbenzeen.

In ieder geval gelden de onderhavige bepalingen voor het totaal aan TCB.

Art. 16. Aan de algemene voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, voorzien in het algemeen reglement worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

§ 1. Voor de productie van TCB door dehydrochlorering van HCH en/of omzetting van TCB :

1° Vanaf 1 januari 1993 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 50 gram per ton totale productiecapaciteit van TCB;

b) het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van TCB;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 25 gram per ton totale productiecapaciteit van TCB;

d) het maandelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2,5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van TCB.

2° Vanaf 1 januari 1995 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 20 gram per ton totale productiecapaciteit van TCB;

b) het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van TCB;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton totale productiecapaciteit van TCB;

d) het maandelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van TCB.

§ 2. Voor de productie en omzetting van chloorbenzeen door chlorering van benzeen :

1° Vanaf 1 januari 1993 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton totale productie- of omzettingsscapaciteit van mono- en dichloorbenzenen;

b) het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van mono- en dichloorbenzeen;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 5 gram per ton totale productie- of omzettingsscapaciteit van mono- en dichloorbenzenen;

d) het maandelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,5 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van mono- en dichloorbenzeen.

1° Vanaf 1 januari 1995 :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 1 gram per ton totale productie- of omzettingsscapaciteit van mono- en dichloorbenzenen;

b) het dagelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,1 milligram per liter ten opzichte van het referentievolumen van 10 m³/ton productie of omzetting van mono- en dichloorbenzenen;

L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

CHAPITRE III

Dispositions spécifiques relatives au TCB

Art. 14. Les conditions sectorielles fixées dans le présent chapitre sont applicables au déversement de eaux usées provenant du secteur de la production et/ou de la transformation de TCB.

Art. 15. Le TCB peut se présenter sous la forme d'un de ses trois isomères suivants :

- 1, 2, 3-TCB — CAS 87-61-6;
- 1, 2, 4-TCB — CAS 120-82-1;
- 1, 3, 5-TCB — CAS 180-70-3.

Le TCB technique est un mélange des trois isomères, dont surtout le 1, 2, 4-TCB, pouvant également contenir de faibles quantités de di- et tetrachlorobenzène.

En tout état de cause, les présentes dispositions s'appliquent au TCB total.

Art. 16. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

§ 1. Pour la production de TCB par déshydrochloration du HCH et/ou transformation de TCB :

1° A partir du 1er janvier 1993 :

a) la quantité moyenne journalière de TCB rejetée ne peut dépasser 50 grammes par tonne de capacité globale de production de TCB;

b) la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés;

c) la quantité moyenne mensuelle de TCB rejetée ne peut dépasser 25 grammes par tonne de capacité globale de production de TCB;

d) la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2,5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés;

2° A partir du 1er janvier 1995 :

a) la quantité moyenne journalière de TCB rejetée ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité globale de production de TCB;

b) la teneur moyenne journalière en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés;

c) la quantité moyenne mensuelle de TCB rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité globale de production de TCB;

d) la teneur moyenne mensuelle en TRI des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne a de TCB produit ou transformés;

§ 2. Pour la production ou transformation de chlorobenzènes par chloration du benzène :

1° A partir du 1er janvier 1993 :

a) la quantité moyenne journalière de TCB rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzènes;

b) la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzène produits ou transformés;

c) la quantité moyenne mensuelle de TCB rejetée ne peut dépasser 5 grammes par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés;

d) la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzène produit ou transformés.

1° A partir du 1er janvier 1995 :

a) la quantité moyenne journalière de TCB rejetée ne peut dépasser 1 gramme par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzènes;

b) la teneur moyenne journalière en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 0,1 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzène produits ou transformés;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd TCB mag niet hoger liggen dan 0,5 gram per ton totale produkte- of omzettingcapaciteit van mono- en dichloorbenzenen;

d) het maandelijkse gemiddeld TCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 0,05 milligram per liter ten opzichte van het referentievolume van 10 m³/ton productie of omzetting van mono- en dichloorbenzenen.

Voor de bestaande bedrijven die per 1 januari 1995 minder dan 50 kg/jaar lozen, zijn de op de datum in acht te nemen grenswaarden gelijk aan de helft van de grenswaarden die met ingang van 1 januari 1993 in acht moeten worden genomen.

Art. 17. Wat betreft het gebruik van TCB als oplosmiddel of drager van kleurstoffen in de textielindustrie of als bestanddeel van transformatoroliën, stelt de Minister specifieke programma's op ter voorkoming of wegneming van de verontreiniging. Deze specifieke programma's treden uiterlijk op 1 januari 1993 in werking en worden terzelfdertijd aan de Commissie meegedeeld.

Art. 18. De productie- of omzettingcapaciteit komt overeen met de door de exploitatievergunning toegestane capaciteit of indien deze niet is aangegeven, met de hoogste hoeveelheid die in de vier jaar voorafgaande aan de verlening of herziening van de vergunning gedurende één jaar is geproduceerd of omgezet. De door de exploitatievergunning toegestane capaciteit dient niet sterk af te wijken van de werkelijke productie.

Art. 19. § 1. De referentiemethode voor de bepaling van TCB in afvalwater en ander water is gaschromatografie met elektronenvangstdetectie na extractie met een geschikt oplosmiddel. De bepalingsdrempel voor elke isomeer apart is 1µg/l voor afvalwater en 10µg/l voor ander water.

§ 2. De referentiemethode voor de bepaling van TCB in sedimenten en organismen is gaschromatografie met elektronenvangstdetectie na een geschikte monstervoorbereiding. De bepalingsdrempel voor elke isomeer apart is 1µg/l droge stof.

§ 3. De nauwkeurigheid en de precisie van de meetmethode moeten 50 % in plus of min bedragen bij een concentratie van tweemaal de bepalingsdrempel.

Brussel, 21 mei 1992.

Door de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:
De Minister-Voorzitter en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,
Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

c) la quantité moyenne mensuelle de TCB rejetée ne peut dépasser 0,5 grammes par tonne de capacité globale de production ou de transformation des mono et dichlorobenzène produit ou transformés;

d) la teneur moyenne mensuelle en TCB des eaux déversées ne peut dépasser 0,05 milligramme par litre, par rapport au volume de référence de 10 m³/tonne de mono et dichlorobenzènes.

Pour les établissements existants rejetant moins de 50 kg/an au 1er janvier 1995, les valeurs limites à respecter à cette date sont égales à la moitié des valeurs limites à respecter à compter du 1er janvier 1993.

Art. 17. Pour ce qui concerne l'utilisation de TCB comme solvant ou support de colorants dans l'industrie textile ou comme composant des huiles utilisées dans les transformateurs, le Ministre établit des programmes spécifiques en vue d'éviter ou d'éliminer la pollution. Ces programmes spécifiques entrent en vigueur au plus tard le 1er janvier 1993 et sont communiqués par la même occasion à la Commission.

Art. 18. La capacité de production ou de transformation correspond à la capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter ou, à défaut, à la quantité annuelle produite ou transformée la plus importante au cours des quatre années écoulées précédant l'octroi ou la révision de l'autorisation. La capacité autorisée dans l'autorisation d'exploiter doit être suffisamment proche de la production effective.

Art. 19. § 1er. La méthode de mesure de référence pour la détermination du TCB dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par un solvant approprié. La limite de détermination pour chaque isomère séparément est de 1µg/l pour les effluents et de 10µg/l pour les eaux.

§ 2. La méthode de référence pour la détermination du TCB dans les sédiments et les organismes est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après préparation appropriée de l'échantillon. La limite de détermination pour chaque isomère séparément est de 1µg/l de matière sèche.

§ 3. L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

Bruxelles, le 21 mai 1992.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale:
Le Ministre-Président et Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature
et de la Politique de l'Eau,
D. GOSUIN

N. 92 — 1920

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de productie van aldrin, dieldrin, endrin en isodrin in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

De Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Overwegende dat de richtlijn 86/280/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 16 juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn van 16 juni 1988 betreffende de grenswaarden en kwaliteits-

F. 92 — 1920

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux usées provenant de la production de l'aldrine, de la dieldrine, de l'endrine et de l'isodrine

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversement des eaux usées dans les surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royale du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifié par la directive du 16 juin 1988 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité